

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes avec la collaboration des SE de Bucarest et de Sofia
Édition du 21 mars 2024

LE CHIFFRE A RETENIR :

+0,7 %

Le taux de croissance de l'économie moldave en 2023

Brève régionale : Réalisation du corridor gazier vertical

Bulgarie : Conclusions de la mission du FMI dans le cadre du futur rapport au titre de l'article IV // Visite du Président de l'Eurogroupe à Sofia // Soutien à la production et au stockage d'électricité provenant de sources renouvelables

Chypre : La banque commerciale Bank of Cyprus a obtenu l'autorisation de la Banque centrale européenne (BCE) à verser un dividende en numéraire et racheter ses actions // Chypre s'attend à une reprise touristique // L'activité des investisseurs israéliens à Chypre fait l'objet d'enquêtes menées par les autorités fiscales israéliennes // Le ministre de l'Énergie, George Papanastasiou, souhaite que le terminal de Vassiliko soit terminé dans l'année

Grèce : Exécution budgétaire janvier – février 2024 // Moody's maintient la Grèce un cran en dessous de la catégorie d'investissement // Le PIB progresse de 0,2 % au quatrième trimestre 2023 // Signature d'un accord de financement entre le Ministère grec de l'Environnement et de l'Énergie, et Masdar, une société des Emirats arabes unis, pour la transformation durable de l'île de Poros

Moldavie : L'économie moldave a enregistré une croissance de 0,7 % en 2023 // La République de Moldavie a ratifié un accord commercial avec l'Association européenne de libre-échange

Roumanie : Le déficit courant de la Roumanie a atteint 1,4 Md€ au mois de janvier et a presque doublé en un an // Le salaire net moyen des employés roumains s'est élevé à 4 859 RON (977 €) en janvier 2024 // Les pensions moyennes versées par l'assurance sociale ont atteint 2 125 RON (428 €) au quatrième trimestre 2023 // La production industrielle roumaine a reculé de 3,9 % en janvier // Le gouvernement roumain a signé un contrat de 96 M € visant à créer un portail numérique unique

Brève régionale

Décision de l'Assemblée nationale bulgare liée à la réalisation du corridor gazier vertical.

L'Assemblée nationale bulgare a adopté [le 14 mars](#) une décision relative aux actions à entreprendre dans le cadre de l'initiative du corridor vertical de transport de gaz naturel par les opérateurs de la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie, la Hongrie, la Slovaquie, l'Ukraine et la Moldavie. La décision prévoit la réalisation prioritaire de trois projets visant à élargir l'infrastructure de l'opérateur Bulgartransgaz :

- *i)* l'augmentation de la capacité de transport de gaz naturel depuis la Grèce vers la Bulgarie au point d'interconnexion Kulata/Sidirokastro,
- *ii)* l'augmentation de la capacité de transport de gaz naturel depuis la Bulgarie vers la Roumanie au point d'interconnexion Negru Voda/Kardam,
- *iii)* la réalisation des infrastructures de transport de gaz naturel à haute pression pour alimenter les consommateurs dans la région Maritsa Est.

La valeur indicative des trois projets est de 422 M€ (825 MBGN). Le ministre de l'Énergie doit étudier les possibilités de financement de ces projets sur fonds européens et augmenter, d'ici le 1^{er} mai 2024, le capital de l'opérateur Bulgartransgaz de 102 M€ (200 MBGN).

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Conclusions de la mission du FMI dans le cadre du futur rapport au titre de l'article IV.

La mission du FMI qui a eu lieu du 6 au 19 mars en Bulgarie a publié **ses conclusions** dans le cadre du futur rapport au titre de l'article IV. Selon ces conclusions, l'économie bulgare a fait preuve de résilience face à une succession de chocs. La croissance s'est élevée à 1,8 % en 2023 et devrait atteindre 2,75 % cette année. L'inflation (indice des prix à la consommation harmonisé) demeure plus élevée que dans les pays comparables bien qu'elle ait baissé à 3,5 % en g.a. en février 2024. Les services du FMI estiment que face au risque que la croissance diminue et que les prix augmentent de nouveau, la politique budgétaire devrait à la fois soutenir la désinflation sans pour autant nuire à la reprise de l'économie. La réduction du déficit prévu pour 2024 (2,9 % en *accrual basis*) d'environ 1 % permettrait de concilier les deux objectifs. Par ailleurs, il est proposé de réformer le système fiscal pour le rendre plus équitable et répondre aux besoins croissants en matière de dépenses. La hausse de l'impôt sur les sociétés (10 % actuellement) et de l'impôt sur le revenu (*flat tax* de 10 %), en rendant l'IR progressif, contribuerait à réduire les inégalités et à augmenter les recettes. Dans l'ensemble, le secteur bancaire est bien capitalisé mais les crédits hypothécaires augmentent rapidement. Selon les services du FMI, il est nécessaire d'accélérer les réformes structurelles pour stimuler la productivité, promouvoir la convergence des revenus et réussir l'intégration dans la zone euro.

Visite du Président de l'Eurogroupe à Sofia.

Le Président de l'Eurogroupe Paschal Donohoe était [en visite](#) à Sofia le 15 mars dernier à l'invitation du ministre des Finances Assen Vassilev à l'occasion d'une conférence intitulée « La voie européenne de la Bulgarie - l'adhésion à la zone euro : avantages et défis pour les entreprises ». Selon M. Donohoe, la question n'est pas de savoir si la Bulgarie entrera dans la zone euro mais quand. Il a souligné les avantages pratiques de l'adhésion du pays à la zone euro : adopter une monnaie mondiale, une inflation et des taux d'intérêt plus faibles, un commerce extérieur facilité, la participation du ministre des Finances et du Gouverneur de la Banque centrale aux réunions de l'Eurogroupe et de la BCE où sont prises les décisions importantes. Selon le ministre bulgare des Finances Assen Vassilev, l'inflation est le seul critère restant à remplir pour que la Bulgarie rejoigne la zone euro. Si le pays ne couvre pas le critère d'inflation d'ici juin, lorsque les rapports de

convergence pour tous les pays seront publiés, le pays pourrait demander un rapport supplémentaire ultérieurement. Les autorités sont actuellement en discussions avec la BCE sur la loi d'introduction de l'euro, laquelle sera ensuite publiée pour débat public et adoptée par l'Assemblée nationale.

Actualités sectorielles

[Soutien à la production et au stockage d'électricité provenant de sources renouvelables.](#) Le ministère de l'Énergie [a annoncé](#) deux projets au titre du PNRR visant à soutenir des nouvelles capacités de production et de stockage d'électricité provenant de sources renouvelables pour un montant total de 274 M EUR, l'objectif étant l'installation de 1 425 MW de capacités de production et 350 MW de capacités de stockage. Le délai de soumission des projets est le 12 juin 2024.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

[La banque commerciale Bank of Cyprus a obtenu l'autorisation de la Banque centrale européenne \(BCE\) à verser un dividende en numéraire et racheter ses actions,](#) ce qui souligne la bonne santé financière de la banque. Le dividende en numéraire est cinq fois plus élevé que l'année dernière, soit 112 M€, et le rachat d'actions atteindra jusqu'à 25 M€. Ces distributions représentent 30 % des bénéfices de la banque pour l'année 2023. La banque prévoit d'augmenter progressivement ses distributions à l'avenir. En outre, BoC souhaite proposer aux actionnaires un dividende de 0,25 € par action, cinq fois plus que l'année précédente ([Cyprus Mail](#)).

Actualités sectorielles

[Chypre s'attend à une reprise touristique.](#) Le président de l'Association des agents de voyage de Chypre (Acta), Charis Papacharalambous, a [déclaré que le flux de touristes d'Israël à Chypre devrait retrouver les niveaux de l'année dernière d'ici le mois prochain.](#) Cependant, en raison de la situation au Moyen-Orient, le trafic touristique global à Chypre devrait légèrement diminuer cette année par rapport à l'année précédente. C. Papacharalambous a rappelé que 2023 a été une année record pour les voyages, avec une augmentation de 5 % du trafic touristique par rapport à 2019, en partie grâce à la levée des restrictions liées à la pandémie de Covid-19. Pour rappel, les touristes britanniques, israéliens et grecs sont les principaux contributeurs au tourisme chypriote.

[L'activité des investisseurs israéliens à Chypre fait l'objet d'enquêtes menées par les autorités fiscales israéliennes.](#) Le chef du Département fiscal d'Israël, Shai Aharonovitz, a indiqué selon le journal économique [Globes](#), que les autorités fiscales israéliennes examinent si les investisseurs israéliens devraient être considérés comme des résidents permanents à l'étranger. Ceci est en partie dû à la différence significative de taux d'imposition des sociétés entre Chypre (jusqu'à 12,5%) et Israël (pouvant atteindre jusqu'à 50% du revenu imposable), faisant de Chypre un lieu attrayant pour les investisseurs et hommes d'affaires israéliens. Les autorités estiment qu'entre 10 000 et 20 000 contribuables israéliens résident à Chypre. Des enquêtes sont en cours pour déterminer combien d'entre eux maintiennent leur résidence permanente en Israël et gèrent leurs activités commerciales sur l'île depuis Israël et devraient donc payer au fisc israélien des impôts sur leurs revenus provenant de Chypre.

[Le ministre de l'Énergie, George Papanastasiou, souhaite que le terminal de Vassiliko soit terminé dans l'année.](#) Ce dernier a visité la région de Vassiliko avec le président de la République le 16 mars lorsque les travaux ont repris. Il a également [mentionné](#) qu'environ 120 personnes supplémentaires, en provenance de Chine, devraient arriver à Chypre. Le terminal se compose de deux parties : la première partie est l'unité flottante, qui est presque terminée et en attente de certification, selon le ministre. La deuxième, le terminal terrestre, est en cours de réalisation selon ce dernier. Pour rappel la construction du terminal avait connu des retards initialement causés par la présence de déchets chimiques sur le site. Depuis, la Cour des comptes chypriotes a révélé des irrégularités dans le processus d'appel d'offres. En effet, un dossier est en cours de préparation en vue d'une plainte auprès du Parquet européen. Des enquêtes seront ouvertes afin de déterminer si des irrégularités ont été commises dans un projet pour lequel la République de Chypre a reçu un financement de 110 M€ de la Commission européenne et un prêt de 150 M€ de la Banque européenne d'investissement.

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

[Exécution budgétaire janvier - février 2024](#) (données provisoires) : l'exécution de la Loi de Finances (LF) 2024 fait ressortir un excédent budgétaire de 1,460 Md€, contre un objectif d'excédent de 101 M€ prévu au titre de la LF 2024 et un excédent de 2,308 Md€ enregistré sur la même période 2023. Le résultat primaire connaît un excédent de 3,401 Md€, contre un objectif d'excédent primaire de 1,981 Md€, et un excédent primaire de 4,215 Md€ sur la même période 2023.

Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 12,671 Md€, en hausse de 1,593 Md€ (+14,4%), par rapport à l'objectif de la LF 2024. L'augmentation est attribuée à : i) la hausse (+565M€) des recettes fiscales ; ii) la hausse des recettes (+732M€) du budget d'Investissement et iii) au versement de la tranche de 159 M€ du Fonds de relance et de résilience, initialement prévu pour mars 2024. Les recettes fiscales se sont élevées à 11,401 Md€, en hausse de 950 M€ (+ 9,1 %) par rapport à l'objectif de la LF 2024. La hausse est notamment attribuée à la meilleure performance de l'impôt sur le revenu de l'année précédente et de la perception des impôts de l'année en cours (TVA). Les recettes du budget d'investissement public se sont élevées à 1,613 M€, en hausse de 732 M€ par rapport à l'objectif (881 M€).

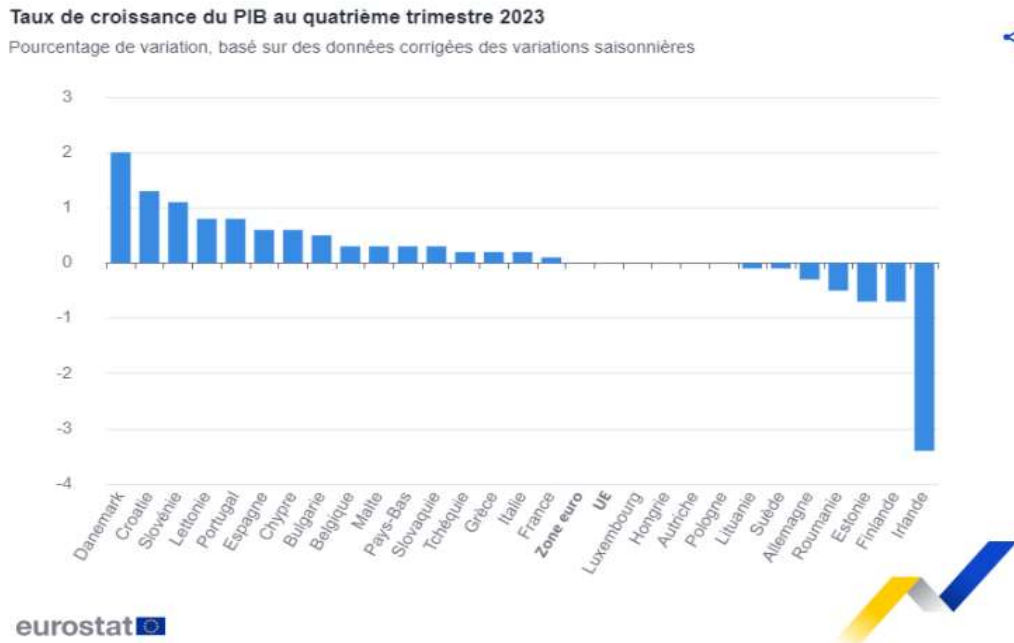
Les dépenses atteignent 11,211 Md€, en hausse de 234 M€ par rapport à l'objectif (10,976 Md€) inscrit dans la LF 2024, et en hausse de 553M€ par rapport à la même période 2023, en raison de l'augmentation des dépenses d'investissement à hauteur de 735M€. ([Ministère de l'Economie nationale et des Finances](#)).

[Moody's maintient la Grèce un cran en dessous de la catégorie investissement, à Ba1, avec une perspective stable sur sa dette.](#)

L'agence relève « le travail de base qui a été effectué sur les principaux fondamentaux macroéconomiques, la consolidation fiscale, la gestion de la dette et la stabilisation du système bancaire », mais estime que « la Grèce doit poursuivre des politiques économiques et d'engagement en faveur de l'assainissement budgétaire, ainsi que de mise en œuvre réussie des réformes restantes, en particulier dans le système judiciaire, conduisant à une plus grande résistance aux chocs extérieurs, à une amélioration plus rapide que prévu de la solidité budgétaire et à l'élimination des prêts non performants, pour bénéficier d'un relèvement de sa note », ajoutant que « de nouvelles améliorations dans le secteur bancaire, réduisant la volatilité de la rentabilité et rapprochant la qualité des actifs et les ratios de capitalisation de la moyenne de la

zone euro, seraient également des facteurs positifs pour sa note de crédit ». Moody's est la seule des grandes agences à ne pas avoir accordé le grade d'investissement à la Grèce. Son prochain rapport d'évaluation est attendu pour le 13 septembre 2024. ([Moody's](#)).

[Le PIB grec a progressé de 0,2 % au quatrième trimestre 2023](#), selon l'estimation des principaux agrégats publiée par [Eurostat](#). Le PIB des 20 pays partageant l'euro est resté stable. Sur la croissance de l'emploi, au quatrième trimestre 2023, le nombre de personnes ayant un emploi a augmenté de 1 % en Grèce, contre 0,3 % dans la zone euro et de 0,2 % dans l'UE par rapport au trimestre précédent.



Actualités sectorielles

[Signature d'un accord de financement et de mise en œuvre entre le Ministère grec de l'Environnement et de l'Energie, et Masdar, une société des Emirats arabes unis, pour la transformation durable de l'île de Poros](#). La signature s'inscrit dans le cadre de l'initiative grecque « GR-Eco Islands », axée sur la gestion des déchets, la gestion de l'eau ainsi que sur les communications et les transports dans les petites îles. Par cet accord, Masdar s'engage à financer à hauteur de 14 M€ la transformation de Poros en une île verte et durable en mettant en œuvre, en coopération avec les autorités grecques et en consultation avec la communauté locale, des interventions envisageant une île "zéro déchet", des bateaux de passagers électriques et la conversion progressive des véhicules de l'île à l'électricité et le verdissement de l'électricité consommée sur l'île par le développement d'un parc photovoltaïque d'environ 7 MW. La date d'achèvement est prévue pour 2026.

Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

[L'économie moldave a enregistré une croissance de 0,7 % en 2023](#), malgré la stagnation de l'activité au quatrième trimestre. Le PIB moldave s'élève à 15,3 Md€ et renoue avec la croissance après une année 2022 impactée par les conséquences du déclenchement de la guerre en Ukraine. L'économie moldave a bénéficié du rebond de la production agricole en 2023 ainsi que de la réduction du déficit commercial en raison d'une hausse des exportations (+5,8 %) et d'une baisse

des importations (-5,1 %). Cependant, la consommation des ménages (-0,5 %) et la formation brute de capital fixe (-1,3 %) ont de nouveau fléchi et demeurent pénalisées par les tensions régionales.

Actualités sectorielles

[La République de Moldavie a ratifié un accord commercial avec l'Association européenne de libre-échange \(AELE\)](#), composée de l'Islande, la Suisse, la Norvège et le Liechtenstein. Ce traité, négocié en juin 2023, doit permettre une réduction des barrières commerciales, en particulier des droits de douane, ainsi qu'un accroissement des investissements de l'AELE en Moldavie. Cet accord s'inscrit dans la stratégie de diversification des partenariats commerciaux de la Moldavie en raison de la guerre en Ukraine, qui limite les échanges avec les pays concernés, partenaires traditionnels du commerce international moldave. En 2023, les échanges entre la Moldavie et l'AELE ont atteint 97,4 M USD.

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

[Le déficit courant de la Roumanie a atteint 1,4 Md€ au mois de janvier et a presque doublé en un an.](#) Cette dégradation de la balance courante a été portée par une forte progression (+146,4 %) du déficit de la balance des services touristiques, qui s'élève à 451 M €, ainsi que par un déficit de la balance des revenus primaires (-376 M€), qui était excédentaire en janvier 2023. De plus, l'excédent de la balance des revenus secondaires a été divisé par trois, à 49 M €. Le déficit commercial de la balance des biens, principale cause du déficit courant roumain, a cependant reculé de 10,7 %, à 1,9 Md€.

[Le salaire net moyen des employés roumains s'est élevé à 4 859 RON \(977 €\) en janvier 2024.](#) Bien que les salaires aient, comme fréquemment, subi un recul mécanique par rapport au mois de décembre, qui est marqué par le versement de primes annuelles ou trimestrielles, ceux-ci ont tout de même enregistré une hausse de 14,2 % en g.a. A l'exception du secteur de l'édition (-0,4 %), les employés de l'ensemble des activités économiques ont vu leur rémunération progresser au cours des 12 derniers mois. Par ailleurs, le dynamisme des salaires et le recul de l'inflation permettent un accroissement significatif du pouvoir d'achat des ménages. En un an, le salaire réel a ainsi progressé de 6,3 % et augmente pour le dixième mois consécutif.

[Les pensions moyennes versées par l'assurance sociale ont atteint 2 125 RON \(428 €\) au quatrième trimestre 2023](#) et progressent de 13,9 % en un an. Le nombre de pensionnaires a reculé de 11 000 personnes en un an pour atteindre 5 millions d'individus. Les pensionnaires sont très majoritairement des retraités (80,1 % du total), dont la pension moyenne s'élève à 2 356 RON (474 €), mais également des bénéficiaires d'un revenu de subsistance (9,7 %) et de pensions d'invalidité (8,1 %). Les prestations sociales, généralement revalorisées en début d'année, ont cependant reculé de 1 %, en terme réel, par rapport au T3 2023.

Actualités sectorielles

[La production industrielle roumaine a reculé de 3,9 % en janvier](#), en g.a, et de 3,4 % par rapport au mois de décembre 2023. En un an, la production manufacturière a diminué de 4 %, alors que la production minière accuse une baisse de 7,4 %. Malgré ce recul de l'Indice de Production Industrielle, la production dans les

secteurs des équipements de transport (+19,1 %), de la papeterie (+12,8 %) et des produits alimentaires (+8,2 %) a été dynamique au cours des douze derniers mois.

[Le gouvernement roumain a signé un contrat de 96 M € visant à créer un portail numérique unique.](#) Cet investissement, financé par le PNRR, doit permettre au pays de se doter d'un outil important au service de sa politique de transition digitale. Le portail numérique unique doit permettre aux citoyens roumains d'effectuer l'ensemble des procédures administratives en ligne sur une plateforme unique. Cela doit également permettre d'accroître le nombre de procédures digitalisées et de renforcer l'efficacité de l'Administration publique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtrésor.gouv.fr